

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 03

Marseille, le 28/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SILIM**

58 avenue Boisbaudran  
ZI DELORME  
13344 Marseille cedex 15  
13015 Marseille

Références : D-2025-0056

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006406581

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement SILIM implanté Centre Tri Aygalades 99 avenue Ibrahim Ali 13015 Marseille. L'inspection a été annoncée le 19/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du récolement de prescriptions par sondage de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-136PC du 23 juillet 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SILIM
- Centre Tri Aygalades 99 avenue Ibrahim Ali 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006406581
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SILIM exploite une plateforme de collecte de déchets (gravats, végétaux, encombrants ou déchets non dangereux non inertes).

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 6.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 7	Demande de justificatif	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limites d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 5	Sans objet
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 6.2	Sans objet
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 6.3	Sans objet
6	Risque Incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 8	Sans objet
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1-I	Sans objet
8	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1-II	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I-IV	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a permis de contrôler par sondage les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2024.

Cette visite a également permis d'aborder les évolutions réglementaires portées par l'arrêté ministériel du 23 décembre 2023 (plan de défense incendie, exercices relatifs à la maîtrise des incendies, état des stocks).

Il ressort des écarts réglementaires (dispositif d'abattement des poussières, remplacement d'extincteurs) pour lesquels une action peut être rapidement mise en œuvre par l'exploitant. Ainsi, pour ces constats, une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Limites d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 5

Thème(s) : Autre, Quantités maximales de déchets

Prescription contrôlée :

Les quantités maximales de déchets présents sur le site sont définies par le présent arrêté :

Nature du déchet	Quantité maximale présente sur site
Matelas	30 m³
Plâtre	20 m³
Archives	30 m³
Métaux	30 m³
Gravats	400 m³
Plastiques	200 m³
DEEE	140 m³
Bois	610 m³
Végétaux	610 m³
Cartons	610 m³
DAEND ultimes	240 m³
DAEND (valorisation CSR)	240 m³
DAEND à trier	490 m³
Verre	< 250 m³

Tout autre type de déchets est interdit sur la plateforme de transit/regroupement.

La quantité de matières présentes dans la zone de réemploi est limitée à 30 m³.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les stockages sont organisés en alvéoles ; ce qui permet à l'exploitant de visualiser le volume maximal à respecter par déchets. L'ensemble des quantités entreposées sont conformes aux quantités maximales de l'arrêté.

La zone de réemploi n'a pas encore été mise en service.

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 2 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2003-197/111-2002-A du 27 juin 2003 sont modifiées et remplacées par le présent article.  L'ensemble de la surface d'exploitation est construit en matériaux robustes susceptibles de résister aux chocs et étanche. Les surfaces en contact avec les déchets doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisse pour éviter l'accrochage des matières.  L'aire de déchargement des véhicules sera nettoyée autant que de besoin et à chaque fin de journée, avec du matériel approprié.  L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (enrobés, peintures, plantations, engazonnement...) Les opérations de nettoyage et d'entretien sont conduites de façon à éviter toute nuisances et tout risque sanitaire.

**Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté que le site est bien entretenu. La zone de chargement est régulièrement nettoyée à l'aide de la pince de tri et d'un matelas usagé.

Concernant les voies de circulation, l'exploitant peut, si besoin, faire appel à une balayeuse du groupe.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Conditions d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 6.3

**Thème(s) :** Autre, Hauteur maximale de stockage des déchets présents sur site

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter les hauteurs suivantes pour ses alvéoles de stockages :

Zone	Déchet	Type de stockage	Hauteur (m)
Bâtiment d'exploitation	Matelas	Benne	2
	Réemploi	Benne	2
	Plâtre	Benne	1,4
	Gravats	Vrac	4
	Archives	Benne	2
	Métaux	Benne	2
	DEEE (froid)	Benne	2
	DEEE (hors froid)	Benne	2
	Plastiques	Vrac	4
	DAEND à trier	Vrac	4
	DAEND Valo CSR	Vrac	4
	DAEND ultimes	Vrac	4
	Bois	Vrac	4
	Végétaux	Vrac	4
	Cartons	Vrac	4
Zone extérieure	Plastiques	Compacteur	2
	DEEE PAM	Caisses	3

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les matelas et les métaux ne sont pas stockés en benne comme prévu par les dispositions de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 23/07/2024.

Suite aux refus de valorisation des matelas, la métropole (donneur d'ordre) a demandé à l'exploitant que les matelas soient intégrés au flux de déchets destinés à devenir du Combustible Solide de Récupération (CSR).

Concernant les métaux, l'exploitant a mis en place une alvéole pour les apporteurs. En fin de journée, l'exploitant les transfère dans la benne située juste derrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article modifie et remplace les dispositions de l'article 2 « 7.7 Les poussières » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2008.  Toutes les opérations de dépotage, tri, chargement de déchets susceptibles d'émettre des poussières sont effectuées dans le bâtiment d'exploitation.  Les déchets stockés à l'extérieur sont uniquement les plastiques et les DEEE de type PAM (petits appareils en mélange) et ne sont pas susceptibles de générer des envols.  L'exploitant maintient les stocks dans les limites de stockage autorisées. Il procède régulièrement au balayage mécanique de la plateforme.  L'exploitant met en place un dispositif d'abattement de poussières, de type brumisation et le met en œuvre autant que de besoin. Il s'assure périodiquement du bon fonctionnement du dispositif.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de constater que les stockages extérieurs concernent uniquement les DEEE de type PAM (petit appareil électroménager). Les dispositif d'abattement des poussières sont présents au niveau des alvéoles des gravats ainsi qu'à la sortie des camions déchargés. Cette rampe d'aspersion présente une fuite sur l'une des buses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant répare la fuite présente sur la rampe d'aspersion.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est équipé : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un dispositif d'alerte des services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des bâtiments et aire de gestion des produit ou déchets, permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li><li>• d'extincteurs répartis sur tout le site ;</li><li>• de trois RIA (Robinet d'Incendie Armé) répartis sur le site ;</li><li>• d'un poteau incendie interne,</li><li>• de deux poteaux incendie extérieurs au site, situés à moins de 100 m des accès du site, sur l'avenue Ibrahim Ali ;</li><li>• d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour le bâtiment d'exploitation et les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</li><li>• d'une réserve de sable meuble et sec, ou matériaux assimilés présentant les mêmes</li></ul>

<p>caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</p> <p>Les prises d'eau (RIA et poteaux incendie), alimentées par le réseau d'eau communal, sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 180 m³/h.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les RIA, extincteurs et poteaux incendie internes ont été vérifiés en mai 2024.</p> <p>Concernant les RIA, des travaux ont été réalisés en septembre 2024 suite aux défauts constatés, puis vérifiés le 25 octobre 2024. Cette intervention n'a pas été inscrite au registre de sécurité.</p> <p>De plus, les interventions suivantes n'ont pas été renseignées dans le registre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• intervention du 17 janvier 2025 relative à la vérification des poteaux incendie externes ;</li><li>• intervention du 24 septembre 2024 portant sur la vérification du système de détection d'incendie.</li></ul> <p>Les débits vérifiés des RIA et poteaux incendie sont conformes aux attendus de l'arrêté.</p> <p>La vérification du système de détection automatique et d'alarme incendie pour le bâtiment n'a pas relevé de dysfonctionnement.</p> <p>Enfin, concernant les extincteurs, le rapport de vérification n'était pas complet. Il signalait également les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 extincteurs inaccessibles,</li><li>• 2 extincteurs présents dans les véhicules ont plus de 10 ans. Or, la mise en service a été faite en 2016.</li></ul> <p>Par courriel du 29 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport complet de l'intervention de vérification périodique de février 2024 sur les extincteurs. 2 sont identifiés comme étant à remplacer (&gt; à 10 ans).</p> <p>Par courriel du 30 janvier 2025, l'exploitant a transmis le registre de sécurité dûment complété.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie du remplacement des extincteurs ayant plus de 10 ans.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Risque Incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des eaux d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article remplace les dispositions suivantes de l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2003 :</p> <p>(...)</p> <p>L'aménagement du site doit permettre une rétention des eaux d'extinction d'incendie à l'intérieur du site. Elles seront collectées puis stockées dans le bassin de rétention.</p> <p>Le site dispose d'une capacité de 420 m³ pour la rétention des eaux d'extinction répartie de la façon suivante :</p>

- le bassin de rétention d'un volume de 260 m<sup>3</sup> ;
- la mise en rétention du site sur une surface de 1 060 m<sup>2</sup> avec une bordure en béton de 15 cm de hauteur en périphérie de la dalle d'exploitation sur la partie Sud-ouest du site.

**Constats :**

La visite d'inspection a permis de constater que le site a été aménagé afin de permettre la rétention des eaux d'incendie. Lors de la visite terrain, l'exploitant a montré la réhausse de bordure en partie Sud-Ouest du site.

Le bassin semble en bon état et fonctionnel. La clé de verrouillage de la vanne d'isolement y est disponible.

Lors de la visite, un panneau précise que la clé est disponible à l'accueil. En effet, l'exploitant indique que la clé a par le passé été volée. Il réfléchit à en acquérir une 2e qui sera entreposée à l'accueil.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1-I

**Thème(s) :** Autre, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.



**Constats :**

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre le plan de défense incendie (PDI). Les observations relevées sont :

- le plan de situation n'indique pas la position de la vanne d'isolement.
- les Fiches de Données Sécurité (FDS) des produits utilisés sur site sont affichées sur le local de stockage. En cas d'incendie en dehors des heures ouvrées, les pompiers sont susceptibles de ne pas pouvoir en prendre connaissance rapidement.
- la procédure de fonctionnement de la vanne d'isolement est affichée au niveau du bassin.

Concernant les FDS, l'exploitant s'est engagé à les rendre accessible au service d'incendie et de secours, en les affichant à l'extérieur du bâtiment d'accueil.

Il a été également rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer périodiquement du bon état de la procédure d'utilisation de la vanne compte tenu d'un affichage extérieur soumis aux aléas climatiques.

Par courriel du 29 janvier 2025, l'exploitant a transmis le PDI dans lequel le plan de situation fait apparaître la localisation de la vanne d'isolement.

Par courriel du 30 janvier 2025, l'exploitant a justifié de l'affichage (photos) des FDS au niveau du bâtiment d'accueil.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Maîtrise des incendies**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1-II

**Thème(s) :** Autre, Maîtrise des incendies

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise des exercices au moins 1 fois par an (évacuation des personnes et départ de feu). Le dernier exercice a été réalisé en juin 2024.</p> <p>De plus, lorsqu'un incendie se déclare sur site et est rapidement maîtrisé par le personnel, l'exploitant établit un compte-rendu d'exercice et y coche la case « test réel ». Cela lui permet d'agir en cas d'action inadaptée du personnel lors de l'intervention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Gestion des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Entreposage des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a montré le suivi qu'il réalise sur l'état des stocks de déchets présents sur son site.</p> <p>Le tableau fourni est rempli à partir d'une différence sur les entrées / sorties basées sur une estimation de la caractérisation des déchets en mélange réceptionnés.</p> <p>Une fois par mois, l'exploitant effectue un relevé des stocks réels par contrôle visuel des alvéoles de stockage et réajuste son tableau de suivi.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>